

## Concours du CAPES/CAFEP EXTERNE D'HISTOIRE et GÉOGRAPHIE 2019

### ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE HISTOIRE

#### Sujet :

Enseigner « le temps des dominations coloniales »  
en classe de première

#### I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme d'histoire-géographie de la classe de première L/ES, B.O. spécial n° 9 du 30 septembre 2010, J.O. du 15 novembre 2012 pour les aménagements, et de la fiche Eduscol.
- **Document B** : Manuel d'histoire, classe de première L-ES-S, Guillaume Bourel et Marielle Chevallier (dir.), Paris, Hatier, 2011, p. 252-253.
- **Document C** : Manuel d'histoire, classe de première ES-L-S, David Colon (dir.), Paris, Belin, 2011, p. 218.

#### II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Pierre Singaravélou « Introduction », in Pierre Singaravélou (dir.), *Les Empires coloniaux (XIX<sup>e</sup>–XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Seuil, coll. Points, 2013, p. 28-32.
- **Document E** : Introduction du « Manifeste des Indigènes de la République » publié en janvier 2005, sur le site du parti « Les indigènes de la République ». [En ligne]

**Document A** : Extraits du programme d'histoire-géographie de la classe de première L/ES, B.O. spécial n°9 du 30 septembre 2010, J.O. du 15 novembre 2012 pour les aménagements, et de la fiche Eduscol.

### Extraits du programme

#### **Thème 4 - Colonisation et décolonisation**

<b>Question</b>	<b>Mise en œuvre</b>
Le temps des dominations coloniales	L'empire français au moment de l'exposition coloniale de 1931, réalités, représentations et contestations.

### Extraits de la fiche Eduscol

Le phénomène colonial a profondément marqué les sociétés européennes comme les sociétés des territoires dominés et son influence se fait sentir sur elles jusqu'à nos jours. L'étude, à travers une situation particulière, des **modalités de la domination occidentale sur une partie du monde et de sa remise en cause** est une des **clés de compréhension du monde actuel**.

#### **Problématique générale du thème**

**Pourquoi le fait colonial a-t-il marqué durablement les sociétés, tant en Europe que dans les territoires dominés ?**

#### **La question dans le thème**

**L'empire français** est étudié **au moment de son développement maximum**. [...] Il convient aussi de **souligner les contradictions entre discours colonial et pratiques**

#### **Orientations pour la mise en œuvre**

**L'exposition coloniale internationale de Vincennes**, organisée par le maréchal Lyautey, est un exemple **de célébration des fastes de l'Empire**, illusion d'une puissance. Elle révèle en fait toutes les contradictions du fait colonial.

**Le discours officiel** est conforme à l'idéal d'une nation engagée dans **une mission civilisatrice** : il exalte la puissance de son action dans les domaines de la médecine et de l'éducation ainsi que les progrès économiques réalisés. **Il cache toutefois certaines réalités** : insuffisance des investissements publics et privés, sous-développement des territoires et pauvreté des populations. Le fait colonial sous la Troisième République révèle la fragilité des principes démocratiques et le poids des intérêts économiques et militaires. [...]

S'il y a toujours eu des résistances à la domination européenne, **l'entre-deux-guerres** voit se développer **la contestation contre l'ordre colonial**. Celle-ci reste cependant très minoritaire. [...]

#### **Pièges à éviter dans la mise en œuvre**

- Faire un simple récit décrivant l'exposition coloniale sans mettre l'étude en perspective
- Présenter toute la colonisation européenne
- Se borner aux représentations coloniales.

**Document D** : Pierre Singaravélou « Introduction », in Pierre Singaravélou (dir.), *Les Empires coloniaux (XIX<sup>e</sup>–XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Seuil, coll. Points, 2013, p. 28-32.

En reprenant à leur compte le « discours colonial » produit par les colonisateurs, les chercheurs postcoloniaux comme les historiens (néo)conservateurs ont reconduit le discours sur la toute-puissance de l'empire. Ils ont mis en scène des puissances coloniales omniprésentes et omniscientes, transformant à leur gré les sociétés autochtones. En se focalisant sur les productions discursives stéréotypées et la propagande, ils ont uniformisé et homogénéisé des situations coloniales et impériales très diverses. L'approche littéraire d'Edward Saïd et de ses premiers épigones a négligé la variété des contextes sociaux, des interactions entre colonisateurs et colonisés et a eu tendance à essentialiser l'Occident comme les orientalistes européens du XIX<sup>e</sup> siècle ont essentialisé l'Orient. Cette grille de lecture binaire et manichéenne a résumé la grande complexité des sociétés coloniales en un face-à-face, parfois simpliste, entre « colonisateurs » et « indigènes ». Leur représentation du colonialisme est trop cohérente : elle dissimule les fissures, les contradictions et les vulnérabilités du pouvoir et du savoir colonial. Les études postcoloniales ont tendance à voir dans l'impérialisme le déterminant exclusif de l'histoire des pays colonisés en oubliant paradoxalement un acteur majeur : les populations autochtones - notamment les élites « indigènes » - qui jouent pourtant un rôle actif, souvent décisif, dans les sociétés coloniales. [...] Ces questions ont fait l'objet de nombreux travaux inspirés, notamment, par l'approche sociologique. À commencer par Georges Balandier qui, dès le début des années 1950, enjoint aux chercheurs d'étudier les réactions des populations indigènes, largement indirectes et clandestines (passivité, refus, dérobade, fuite, etc.). [...] Ainsi, la capacité d'action des populations locales ne se réduit pas aux différentes formes de réactions à la domination coloniale mais recouvre également les pratiques sociales qui échappent aux cadres d'intelligibilité et de contrôle des pouvoirs coloniaux. [...] Dans les années 1980, Ranajit Guha et les chercheurs indiens des *Subaltern Studies* se sont intéressés à la relation de coopération et de concurrence entre les élites britanniques et les élites indiennes. [...] La domination coloniale n'est pas seulement imposée par les colonisateurs mais également instrumentalisée par des groupes autochtones qui confortent ainsi leurs positions sociale et politique. [...] La capacité d'action des populations colonisées (*agency*) focalise l'attention des nouvelles *Colonial Studies* qui, à partir des années 1990, ont tenté de restituer la complexité des interactions sociales en situation coloniale : les indigènes, loin d'être enfermés dans l'alternative collaboration ou résistance, ont pu adopter des stratégies individuelles ou collectives d'évitement ou d'accommodement. La notion de résistance elle-même a été revisitée afin de prendre en compte les formes d'action non-violente, de faible intensité, mais largement diffusées, qui sapent quotidiennement l'autorité coloniale. Ces différentes pratiques de coopération, de résistance et de contournement, loin de s'exclure, constituent un répertoire d'actions mobilisables en fonction des rapports de force internes et externes.

**Document E** : Introduction du « Manifeste des Indigènes de la République » publié en janvier 2005, sur le site du parti « Les indigènes de la République ». [En ligne]

*Indigènes de la République* est le nom d'un appel, d'une association puis d'un mouvement politique apparus en 2005 en France qui est devenu un parti politique sous le nom de Parti des indigènes de la République (PIR).

Discriminés à l'embauche, au logement, à la santé, à l'école et aux loisirs, les personnes issues des colonies, anciennes ou actuelles, et de l'immigration post-coloniale sont les premières victimes de l'exclusion sociale et de la précarisation. Indépendamment de leurs origines effectives, les populations des « quartiers » sont « indigénisées », reléguées aux marges de la société. Les « banlieues » sont dites « zones de non-droit » que la République est appelée à « reconquérir ». Contrôles au faciès, provocations diverses, persécutions de toutes sortes se multiplient tandis que les brutalités policières, parfois extrêmes, ne sont que rarement sanctionnées par une justice qui fonctionne à deux vitesses. Pour exonérer la République, on accuse nos parents de démission alors que nous savons les sacrifices, les efforts déployés, les souffrances endurées. Les mécanismes coloniaux de la gestion de l'islam sont remis à l'ordre du jour avec la constitution du Conseil français du Culte Musulman sous l'égide du ministère de l'Intérieur. Discriminatoire, sexiste, raciste, la loi anti-foulard est une loi d'exception aux relents coloniaux. Tout aussi colonial, le parage des harkis et enfants de harkis. Les populations issues de la colonisation et de l'immigration sont aussi l'objet de discriminations politiques. Les rares élus sont généralement cantonnés au rôle de « beur » ou de « black » de service. On refuse le droit de vote à ceux qui ne sont pas « français », en même temps qu'on conteste « l'enracinement » de ceux qui le sont. Le droit du sol est remis en cause. Sans droit ni protection, menacées en permanence d'arrestation et d'expulsion, des dizaines de milliers de personnes sont privées de papiers. La liberté de circulation est déniée ; un nombre croissant de Maghrébins et d'Africains sont contraints à franchir les frontières illégalement au risque de leurs vies.

La France a été un État colonial... Pendant plus de quatre siècles, elle a participé activement à la traite négrière et à la déportation des populations de l'Afrique subsaharienne. Au prix de terribles massacres, les forces coloniales ont imposé leur joug sur des dizaines de peuples dont elles ont spolié les richesses, détruit les cultures, ruiné les traditions, nié l'histoire, effacé la mémoire. Les tirailleurs d'Afrique, chair à canon pendant les deux guerres mondiales, restent victimes d'une scandaleuse inégalité de traitement.

La France reste un État colonial ! En Nouvelle-Calédonie, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Polynésie règnent répression et mépris du suffrage universel. Les enfants de ces colonies sont, en France, relégués au statut d'immigrés, de Français de seconde zone sans l'intégralité des droits. Dans certaines de ses anciennes colonies, la France continue de mener une politique de domination. Une part énorme des richesses locales est aspirée par l'ancienne métropole et le capital international. Son armée se conduit en Côte-d'Ivoire comme en pays conquis.